
1903

Publié le 15 juillet 1903

dans le n° 44 de l'*Iskra*

Œuvres, t. 6, pp. 475-485

Téléchargement fichier zip (comprimé)



Cliquer sur le format de contenu désiré

Lénine

LA QUESTION NATIONALE DANS NOTRE PROGRAMME

Dans le projet de programme du parti, nous avons présenté la revendication d'une république dotée d'une constitution démocratique, garantissant, entre autres, la «reconnaissance du droit à l'autodétermination pour toutes les nations dont se compose l'Etat ». Cette revendication du programme a paru à beaucoup insuffisamment claire, et dans le n° 33 de l'*Iskra*, parlant du Manifeste des social-démocrates arméniens, nous avons expliqué la signification de ce point de la façon suivante. La social-démocratie luttera toujours contre toute tentative d'exercer de l'extérieur, par la violence ou par quelque injustice que ce soit, une influence sur la libre expression de la volonté nationale. Mais la reconnaissance inconditionnelle de la lutte pour la liberté d'autodétermination ne nous oblige pas du tout à soutenir n'importe quelle revendication d'autodétermination nationale. La social-démocratie, en tant que parti du prolétariat, se donne pour tâche positive et principale de coopérer à la libre détermination non pas des peuples et des nations, mais du prolétariat de chaque nationalité. Nous devons toujours et inconditionnellement tendre à l'union *la plus étroite* du prolétariat de toutes les nationalités, et c'est seulement dans des cas particuliers, exceptionnels, que nous pouvons exposer et soutenir activement des revendications tendant à la création d'un nouvel Etat de classe ou au remplacement de l'unité politique totale de l'Etat par une union fédérale plus lâche, etc. [1].

Cette explication de notre programme en ce qui concerne la question nationale a provoqué une protestation énergique de la part du Parti socialiste polonais

(P.S.P.) [2]. Dans un article intitulé «L'attitude de la social-démocratie russe à l'égard de la question nationale» (*Przedswit* [3], mars 1903), le P.S.P. s'émeut de cette «étonnante» explication et du caractère «nébuleux» de notre «mystérieuse» autodétermination, il nous traite de doctrinaires et nous accuse d'avoir des vues «anarchistes» selon lesquelles «l'ouvrier n'a pas à s'occuper d'autre chose que de renverser complètement le capitalisme, puisque, voyez-vous, la langue, la nationalité, la culture et autres ne sont qu'inventions bourgeoises» etc. Il convient de s'arrêter de façon très détaillée sur cette argumentation, où l'on retrouve à peu près tous les malentendus si habituels et si répandus parmi les socialistes sur la question nationale.

Pourquoi notre explication est-elle si «étonnante»? Pourquoi y voit-on une divergence avec le sens «littéral»? Est-ce que la reconnaissance du *droit* à l'autodétermination des nations exige vraiment le *soutien* de n'importe quelle revendication d'autodétermination émanant de n'importe quelle nation? La reconnaissance du *droit* pour tous les citoyens d'organiser des associations libres ne nous oblige nullement, nous, social-démocrates, à *soutenir* la formation de n'importe quelle association nouvelle, elle ne nous empêche nullement de nous prononcer et de faire de la propagande contre l'idée de former telle ou telle nouvelle association, si l'idée en est inopportune et déraisonnable. Nous reconnaissons même aux jésuites le *droit* de faire librement de la propagande, mais nous luttons (non pas, cela va de soi, par des méthodes policières) contre toute union des jésuites et des prolétaires. C'est pourquoi, quand *Przedswit* déclare : « si cette revendication de la libre détermination doit être comprise littéralement (et c'est bien la signification que nous lui avons attribuée jusqu'à présent), dans ce cas, elle nous satisfait» il est tout à fait évident que c'est bien le P.S.P. qui s'écarte du sens littéral du programme. L'illogique de sa conclusion du point de vue formel est incontestable.

Mais nous ne voulons pas nous limiter à la vérification formelle de notre explication. Posons franchement la question sur le fond : la social-démocratie doit-elle toujours, sans condition, revendiquer l'indépendance nationale, ou doit-elle ne le faire que dans des conditions déterminées, et dans quelles conditions précisément? Le P.S.P. a toujours nettement répondu oui à cette question, et c'est pourquoi nous ne sommes nullement étonnés de sa tendresse à l'égard des socialistes-révolutionnaires russes [4], qui réclament un régime politique de type fédéral, se prononçant pour une reconnaissance totale et inconditionnelle du droit à l'autodétermination nationale (article intitulé «L'asservissement national et le socialisme révolutionnaire» dans le n° 18 de *Révolutsionnaïa Rossia* [5]). Malheureusement, cela n'est rien de plus que l'une de ces phrases démocratiques bourgeoises, qui montrent pour la centième ou pour la millième fois la nature véritable du prétendu parti des soi-disant socialistes-révolutionnaires. Mordant à

l'appât de ces phrases, se laissant séduire par ce battage, le P.S.P. à son tour montre par là combien, dans sa conscience théorique et dans son activité politique, sa liaison avec la lutte de classe du prolétariat est faible. C'est précisément aux intérêts de cette lutte que nous devons subordonner la revendication de la libre expression de la volonté nationale. Et c'est précisément dans cette condition que réside la différence entre notre façon de poser la question nationale et la façon d'un démocrate bourgeois. Celui-ci (ainsi que le socialiste opportuniste contemporain qui suit ses traces) s'imagine que la démocratie élimine la lutte de classe, et c'est pourquoi il pose toutes ses revendications politiques dans l'abstrait, en bloc, «inconditionnellement», du point de vue des intérêts de « tout le peuple» ou même du point de vue d'un absolu moral éternel. Le social-démocrate dénonce impitoyablement ces illusions petites-bourgeoises, toujours et partout, qu'elles s'expriment dans une philosophie idéaliste abstraite ou dans la façon de poser inconditionnellement la revendication de l'indépendance nationale.

S'il est encore nécessaire de démontrer qu'un marxiste ne peut reconnaître la revendication de l'indépendance nationale autrement que sous condition, et précisément sous la condition indiquée plus haut, nous allons citer les paroles d'un auteur qui *défendait* d'un point de vue marxiste la revendication par le prolétariat polonais d'une Pologne indépendante. Dans un article intitulé «Finis Poloniae?» [6], Karl Kautsky écrivait en 1896 : « Dès le moment où le prolétariat polonais s'occupe de la question polonaise, il ne peut pas ne pas se prononcer pour l'indépendance de la Pologne, il ne peut pas, par conséquent, ne pas saluer chaque pas en avant qui peut être accompli dès à présent dans cette direction, dans la mesure où un tel pas est compatible en général avec les intérêts de classe du prolétariat international en lutte.»

«Cette réserve, continue Kautsky, doit être faite dans tous les cas. *L'indépendance nationale n'est pas si indissolublement liée aux intérêts de classe du prolétariat en lutte qu'il faille s'efforcer de l'obtenir inconditionnellement, quelles que soient les circonstances* [7]. Marx et Engels se prononçaient avec la plus grande résolution pour l'unité et la libération de l'Italie, mais cela ne les empêcha pas en 1859 de s'élever contre l'alliance de l'Italie avec Napoléon (*Neue Zeit* XIV, 2, p. 520) [8].

Vous le voyez : Kautsky repousse catégoriquement la revendication *inconditionnelle* de l'indépendance des nations, il exige catégoriquement que la question soit posée non seulement sur un terrain historique général, mais précisément sur un terrain de classe. Et si nous examinons comment Marx et Engels posaient la question polonaise, nous verrons que c'est précisément ainsi qu'ils la posaient dès le début. *La Nouvelle Gazette Rhénane* [9] réserva beaucoup de place à la question polonaise, et elle réclama énergiquement non seulement

l'indépendance de la Pologne, mais même la guerre de l'Allemagne contre la Russie pour la liberté de la Pologne. Dans le même temps, cependant, Marx s'en prenait à Ruge qui, s'affirmant pour la liberté de la Pologne au Parlement de Francfort [10], résolut la question polonaise à l'aide des seules phrases démocratiques bourgeoises sur cette « honteuse injustice », sans faire la moindre analyse historique. Marx n'appartenait pas au nombre de ces pédants et de ces philistins de la révolution qui craignent plus que tout la « polémique » dans les moments historiques révolutionnaires. Marx couvrait de sarcasmes impitoyables l'« humanité » du citoyen Ruge, lui montrant, d'après l'exemple de l'oppression du Sud de la France par le Nord, que toute oppression nationale n'entraîne pas toujours, du point de vue de la démocratie et du prolétariat, une aspiration légitime à l'indépendance. Marx s'appuyait sur les conditions sociales particulières à la suite desquelles « la Pologne était devenue une partie révolutionnaire de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse... Même la noblesse polonaise, qui se tenait encore en partie sur des assises féodales, se joignit avec une abnégation exemplaire à la révolution démocratique agraire. La Pologne était déjà un foyer de la démocratie européenne alors que l'Allemagne végétait encore dans l'idéologie constitutionnelle la plus plate et aux allures philosophiques les plus grandiloquentes... Tant que nous (Allemands) aidons à opprimer la Pologne, tant que nous gardons une partie de la Pologne enchaînée à l'Allemagne, nous restons nous-mêmes enchaînés à la Russie et à la politique russe, nous ne pouvons nous libérer radicalement chez nous de l'absolutisme patriarcal et féodal. La création d'une Pologne démocratique est la première condition de la création d'une Allemagne démocratique » [11].

Si nous avons cité ces déclarations de façon aussi détaillée, c'est parce qu'elles montrent clairement dans quelles conditions historiques s'est formée la position de la social- démocratie internationale sur la question polonaise, position qui s'est maintenue pendant presque toute la seconde moitié du XIXe siècle. Ne pas prêter attention aux conditions qui ont changé depuis lors, et défendre les vieilles solutions du marxisme, c'est être fidèle à la lettre et non à l'esprit de la doctrine, c'est répéter de mémoire les anciennes conclusions, sans savoir utiliser les méthodes de la recherche marxiste pour l'analyse d'une nouvelle situation politique. L'époque d'alors, époque des derniers mouvement révolutionnaires bourgeois, et celle d'aujourd'hui, époque de réaction acharnée, d'extrême tension de toutes les forces à la veille de la révolution prolétarienne, ces deux époques diffèrent l'une de l'autre de la façon la plus manifeste. *Alors* c'était la Pologne tout entière, c'est-à-dire non seulement la paysannerie, mais aussi la masse de la noblesse, qui était révolutionnaire. Les traditions de la lutte pour la lib&